

Unité départementale de Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
44263 Nantes Cedex 2

Nantes, le 13/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/05/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SECHE ECO SERVICES

Les Hêtres
53810 Changé

Références : N3-2026-572-RAPPORT
Code AIOT : 0006309879

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/05/2026 dans l'établissement SECHE ECO SERVICES implanté 350 rue des Charpentiers ZA de Cheviré 44340 Bouguenais. L'inspection a été annoncée le 11/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SECHE ECO SERVICES
- 350 rue des Charpentiers ZA de Cheviré 44340 Bouguenais
- Code AIOT : 0006309879

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Séché Eco Services exploite, sur la commune de Bouguenais, une plateforme de tri et de traitement biologique de terres polluées.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 6
- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Gestion des eaux issues des zones d'exploitation et du traitement	AP Complémentaire du 10/10/2024, article 4.3.9.2	Demande d'action corrective	1 mois
3	Gestion des eaux pluviales de voirie	AP Complémentaire du 10/10/2024, article 4.3.9.3 et 4.4.3	Demande d'action corrective	1 mois
8	Traçabilité des terres et matériaux sur site	AP Complémentaire du 10/10/2024, article 9.1.3	Demande d'action corrective	1 mois
10	Surveillance des retombées de poussières	AP Complémentaire du 10/10/2024, article 3.3.1	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative ICPE	AP Complémentaire du 10/10/2024, article 1.2.2	Sans objet
4	Surveillance de la qualité des eaux souterraines	AP Complémentaire du 10/10/2024, article 4.5.1.2	Sans objet
5	Installations électriques	AP Complémentaire du 10/10/2024, article 8.4.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	AP Complémentaire du 10/10/2024, article 8.7	Sans objet
7	Admission des déchets	AP Complémentaire du 10/10/2024, article 9.1.2	Sans objet
9	Exutoires des terres et matériaux	AP Complémentaire du 10/10/2024, article 9.2 et 9.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La traçabilité des déchets sur le site Séché Eco Services est structurée avec l'utilisation de Trackdéchets et d'un registre des déchets sortants conformes aux exigences réglementaires. Le suivi des installations électriques ainsi que des moyens d'intervention est assuré, et les observations relevées ont été levées suite à des travaux de mise en conformité.

La visite d'inspection du 5 mai 2026 a néanmoins mis en évidence plusieurs non-conformités, notamment le suivi analytique des eaux pluviales de voirie, qui doit être complété. Par ailleurs, des non-conformités documentaires sont relevées sur certains BSD, notamment l'absence de complétude de certaines cases. Enfin, des dépassements de la valeur cible de retombées de poussières sont constatés en limites de propriété du site pour les deux campagnes de surveillance réalisées en 2025.

En conséquence, il est demandé à l'exploitant de transmettre, dans un délai d'un mois, un plan d'actions assorti d'un échéancier de mise en œuvre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative ICPE

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/10/2024, article 1.2.2
Thème(s) : Situation administrative, Classement et consistance des installations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 1.2.1 : Consistance des installations</p> <p>La plateforme de Séché Eco-Services a pour vocation d'accueillir par voie fluviale ou routière des terres, pouvant contenir des déchets de déconstruction, issues de chantier de dépollution ou de déconstruction. Ces matériaux, en fonction de leur nature, sont triés sur site puis :</p> <ul style="list-style-type: none"> • éventuellement réexpédiés vers des installations de traitement spécifiques (désorption thermique, lavage) • ou encore traités sur site par lavage ou par procédé biologique pour produire des éco-matériaux (sable, graves). <p>Les éco-matériaux produits peuvent alimenter différentes filières tels que les matériaux de construction, les techniques routières, les remblais, les matériaux de sablage, etc., ou alimenter le marché des granulats recyclés au travers du négoce.</p> <p>Les activités de la plateforme se répartissent sur les 1,5 ha du site entre :</p>

- Des aires de transit de terres, sur une surface d'environ 4 500 m² ;
- Une installation de broyage pour 150 t/j ;
- Une aire de traitement de terres par criblage à sec pour une capacité de traitement maximale de 800t/j et par criblage humide pour une capacité de 300 t/j sur une surface d'environ 2 600 m² ;
- Une aire de traitement biologique sur une surface d'environ 2 000 m² ;
- Deux bennes pour les déchets issus de l'exploitation du site (30 m3).

Au travers de l'activité principale du site, les installations projetées permettent de gérer annuellement en entrée environ 100 000 tonnes de terres et matériaux potentiellement impactés, inertes, non-dangereux ou dangereux.

Le site est aménagé conformément au plan de masse en annexe 2 pour recevoir et traiter les différents matériaux.

Article 1.2.2 : Classement

Les installations du site sont visées par les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

Rubrique	Désignation des activités	G r a n d e u r caractéristique	Régime
3550	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540 dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte	Capacité instantanée de déchets dangereux et non dangereux sur le site : 20 000 tonnes soit 11 100 m3	A
2718-1	Installation de transit, regroupement, ou de tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793. 1. La quantité de déchets dangereux	Capacité instantanée de déchets dangereux et non dangereux sur le site : 20 000 tonnes soit 11 100 m3	A

	déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 tonne ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi et de stockage de ces substances ou mélanges.		
2716-1	<p>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1.</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans</p>	Capacité instantanée de déchets dangereux et non dangereux sur le site : 20 000 tonnes soit 11 100 m3	E

	l'installation étant supérieur ou égal à 1000 m3.		
2790	Installation de traitement de déchets dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795.	Sur la plateforme de tri-transit-traitement-valorisation des terres, déchets et matériaux listés en annexe 5 du présent arrêté : - Annuellement : 100 000 t/an de terre, déchets et matériaux non dangereux et dangereux - A chaque instant : 20 000 t (11 100 m3) Ces matériaux pourront faire l'objet d'un (pré)traitement physico-chimique et / ou d'un traitement biologique.	A
2791	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 ou 2971. La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10t/j.		A
3510	Elimination ou valorisation des déchets dangereux,	En considérant les quantités journalières maximales de	A

	<p>déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - traitement biologique - traitement physico-chimique - mélange avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520 - reconditionnement avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520 - récupération/régénération des solvants - recyclage/récupération de matières inorganiques autres que des métaux ou des composés métalliques - régénération d'acides ou de bases - valorisation des composés utilisés pour la réduction de la pollution - valorisation des constituants des catalyseurs - régénération et autres réutilisations des huiles - lagunage 	<p>maximales de déchets en traitement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 150 tonnes/j au maximum pour l'activité de broyage - 800 tonnes/j au maximum pour l'activité de criblage à sec - 300 tonnes/j au maximum pour l'activité de criblage humide - 600 tonnes/j au maximum pour l'activité de chaulage dans la limite de 1250 tonnes/jour au maximum de capacité totale de traitement des déchets dangereux pour l'ensemble des opérations listées ci-dessus ; <p>En considérant également la présence de 7 200 t au maximum en instantanée sur le site pour le traitement biologique</p>	
--	--	---	--

3532	Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE : - traitement biologique - prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération - traitement du laitier et des cendres - traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants		A
2517-1	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes, autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant : 1. supérieure à 10 000 m2	Surface de l'aire de transit : 12 000 m2	E

2515-1-a	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant : a) supérieure à 200 kW	Installations de broyage, lavage et criblage de puissance 390 kW	E
----------	---	--	---

Constats :

Sur l'année 2025, 26 550,94 tonnes de terres polluées ont transitées et/ou été traitées sur la plateforme.

Le jour de l'inspection, le stock de matériaux présents sur le site s'élevait à 4 692,46 tonnes. Les volumes présents sur le site étaient conformes aux limites réglementaires fixées par l'APC du 10/10/2024.

Par ailleurs, l'activité de traitement biologique par biopiles n'est pas mise en œuvre sur le site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Gestion des eaux issues des zones d'exploitation et du traitement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/10/2024, article 4.3.9.2

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Prescription contrôlée :

Les eaux issues des zones d'exploitation et du process de traitement biologique et physique (hors opérations de lavage visées à l'article 9.1.3.3) sont collectées et dirigées vers deux bassins tampons en série (BT1 et BT2) de 200 m³ chacun en béton imperméable. Elles sont ensuite orientées en sortie de bassin tampon vers un traitement en 3 étapes :

- passage dans un débourbeur - séparateur d'hydrocarbures ;
- passage sur filtre à sable ;
- passage sur filtre à charbon actif.

Ces eaux sont ensuite stockées dans deux citernes souples CS1 et CS2 de 200 m³ chacune en attente d'analyse.

Le schéma de principe est présenté en annexe 6.

Le sol des zones d'exploitation est imperméabilisé par un enrobé bitumeux de 10 cm d'épaisseur (ou équivalent) et présente une pente de 1 % minimum afin de diriger ces eaux pluviales vers des caniveaux dédiés. Le réseau de caniveaux récupérant les eaux pluviales des zones d'exploitation est strictement distinct du réseau de collecte des eaux pluviales des voiries. Des caniveaux, pentes et bordures sont mis en place afin d'empêcher tout mélange entre les eaux pluviales issues de chacun de ces deux réseaux de collecte.

Les 2 bassins tampon (BT1 et BT2) permettent de contenir une pluie d'occurrence décennale d'une durée de 2 heures. Une montée en charge de la plateforme permet par ailleurs une capacité de rétention supplémentaire de 893 m³ permettant quant à elle de gérer un événement exceptionnel de type centennal d'une durée de 6 heures.

Les eaux des citernes souples CS1 et CS2 sont régulièrement analysées :

- avant chaque utilisation ou export vers la station de traitement externe en fonction de ses critères d'acceptation,
- a minima une fois par mois.

Les seuils de qualité des eaux réutilisées pour les process industriels respectent les VLE fixées pour un rejet au milieu naturel par l'arrêté ministériel du 2 février 1998, complétées par celles définies par l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019.

En cas de respect des seuils d'analyse, ces eaux sont réutilisées sur site dans le process de traitement biologique et physique des terres ou réorientées vers le rotoluve ou le système de brumisation le cas échéant. En cas de non-respect des seuils, ces eaux sont traitées en tant que déchet par une station de traitement agréée externe.

Aucun rejet d'eau industrielle n'est autorisé dans le milieu naturel. Aucune eau recyclée n'est utilisée pour le nettoyage des voiries visées à l'article 4.3.9.3.

Constats :

Constats lors de la visite du 03/06/2025 :

[...] Les eaux pluviales ruisselant sur les zones d'exploitation sont récupérées dans 2 bassins tampon puis traitées sur site par l'unité de traitement des eaux telle que décrite à l'article 4.3.9.2 de l'AP de 2024 (débourbeur-séparateur d'hydrocarbures / filtre à sable / filtre à charbon actif). Ces eaux ne sont pas rejetées au milieu naturel, elles sont réutilisées sur site après traitement notamment pour l'arrosage des pistes. Une analyse mensuelle est réalisée sur chaque citerne de stockage de ces eaux après traitement.

A noter que sur les analyses réalisées jusqu'en avril 2025, l'exploitant n'a toujours pas complété le spectre analytique de ces eaux en incluant l'ensemble des paramètres fixés par l'arrêté ministériel du 2 février 1998 pour un rejet au milieu naturel. Les analyses de mai ayant été déjà effectuées (mais résultats non disponibles au jour de la visite), cet élargissement des paramètres analysés n'a toujours pas été réalisé mais l'exploitant s'est engagé à faire analyser l'ensemble des paramètres

demandés dès les analyses de juin 2025.

Les résultats transmis montrent des dépassements en MES, fer et aluminium en janvier 2025 sur les 2 citernes de stockage des eaux après traitement mais avant réutilisation sur site (MES = 640 et 110 mg/l pour une VLE de 35 mg/l, Fe+Al = 14,36 et 8,52 mg/l pour une VLE de 5 mg/l). L'exploitant a indiqué avoir changé le charbon actif de l'unité de traitement. Les analyses de mars et avril sont conformes sur ces paramètres mais un dépassement sur le paramètre Zn est noté en avril 2025 (1,42 mg/l sur CS1 pour une VLE à 0,8 mg/l).

Constats lors de la visite du 05/05/2026 :

L'exploitant a complété le spectre analytique des eaux issues des zones d'exploitation et du process de traitement en y intégrant les paramètres suivants :

- Fe + Al,
- Etain,
- Cyanures totaux,
- Chrome VI,
- Ions fluorures.

L'exploitant dispose d'un fichier Excel intitulé "Tableau analyses eaux plateforme", comprenant un onglet complété en cas de dépassements de VLE.

En mars 2026, des dépassements ont été constatés sur les citernes souples contenant les eaux issues de la zone d'exploitation :

- Citerne souple 1 (CS1) :
 - MES : 130 mg/l (VLE : 100 mg/l)
 - Pb : 0.22 mg/l (VLE : 0.1 mg/l)
 - Fe+Al : 14.1 mg/l (VLE : 5 mg/l)
- Citerne souple 2 (CS2) :
 - MES : 110 mg/l (VLE : 100 mg/l)
 - Pb : 0.23 mg/l (VLE : 0.1 mg/l)
 - Fe + Al : 14.5 mg/l (VLE : 5 mg/l)

L'exploitant indique que ces dépassements pourraient résulter d'un prélèvement non représentatif. Les prélèvements sont réalisés directement par l'exploitant dans les citernes, puis les échantillons sont transmis à un laboratoire agréé pour analyse.

Par ailleurs, la présence de végétation et de boues a été constatée dans les bassins tampons BT1 et BT2.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant s'assure de l'étanchéité et du bon état des deux bassins tampons.

L'exploitant justifie le spectre analytique retenu pour l'analyse des eaux issues des zones d'exploitation et du traitement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Gestion des eaux pluviales de voirie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/10/2024, article 4.3.9.3 et 4.4.3

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4.3.9.3 - Cas des eaux pluviales de voiries [...] L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux dans le milieu récepteur considéré les valeurs limites en concentration définies ci-après : (cf. tableau)</p> <p>4.4.3 - Mesures comparatives Au moins une fois par an, l'exploitant fait effectuer [...], les mesures prévues au programme d'autosurveillance [...] par un laboratoire agréé [...].</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis, à l'inspection des installations classées, le rapport des analyses des eaux de rejets R1 et R2, correspondant aux eaux de ruissellement des voiries, réalisés le 09/07/2025. Aucun dépassement de VLE n'est constaté.</p> <p>Toutefois, les paramètres somme des HAP, benzène et dichlorométhane ne figurent pas dans le spectre analytique de cette analyse.</p> <p>L'exploitant a également communiqué les bons de travaux relatifs à l'entretien du séparateur d'hydrocarbures réalisés le 07/10/2025 ainsi que le 17/03/2026. Le bordereau de suivi de déchets n°BSD-20260312-BDCYWNS1V associé à la dernière opération d'entretien, a été présenté lors de l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant complète le spectre analytique des eaux pluviales de voiries en y intégrant, lors de la prochaine campagne d'analyses, les paramètres suivants : somme des HAP, benzène et dichlorométhane.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Surveillance de la qualité des eaux souterraines

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/10/2024, article 4.5.1.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de la qualité des eaux souterraines</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une surveillance de la qualité des eaux souterraines est mise en place. Cette surveillance sera effectuée par le biais d'un réseau composé a minima de 4 piézomètres [...].</p> <p>L'exploitant fait analyser, sur chaque piézomètre, les paramètres suivants, avec les fréquences associées : (cf. tableau) - Fréquence semestrielle (période de basses eaux et hautes eaux) pour tous les paramètres listés.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté les justificatifs concernant le nivellement du piézomètre 1 (PZ1). Le comblement de l'ancien PZ1 est prévu prochainement en fonction de la disponibilité de l'intervenant. L'exploitant a présenté lors de l'inspection un bon de commande signé du 30/04/2026.</p>

<p>L'exploitant a intégré le paramètre COT dans la liste des paramètres à analyser depuis la campagne d'octobre 2025.</p> <p>L'exploitant a présenté les résultats de la campagne de surveillance de la qualité des eaux souterraines du 11 mars 2026.</p> <p>La campagne de mars 2026 (période de hautes eaux) a permis de mettre en évidence les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Des teneurs en arsenic, fer et manganèse dépassent les valeurs de référence pour trois des quatre ouvrages, avec des concentrations qui restent néanmoins soit inférieures à celles mesurées à l'état initial ou lors de la première campagne de suivi, soit du même ordre de grandeur ; • Des teneurs en hydrocarbures inférieures au seuil de quantification analytique du laboratoire pour l'ensemble des ouvrages ; • Des concentrations en hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) détectées uniquement au droit du Pz1 à l'état de traces pour l'acénaphthène, le phénanthrène et le pyrène. Le naphtalène est détecté à l'état de traces sur 3 des 4 ouvrages prélevés lors de la présente campagne. Les concentrations sont toutefois du même ordre que celles des campagnes précédentes. • L'absence de composés volatils (BTEX, COHV) et PCB sur l'ensemble des ouvrages prélevés.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant procède au comblement de l'ancien PZ1 dans les meilleurs délais et transmet à l'inspection des installations classées le justificatif des travaux effectués.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Installations électriques

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/10/2024, article 8.4.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.</p> <p>La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art.</p> <p>Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.</p> <p>Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectué au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un rapport de vérification des installations électriques datant du 10/10/2025. Ce rapport fait état de 3 observations. Le certificat Q18 associé conclut que l'installation électrique est susceptible de présenter des risques d'incendie et d'explosion. L'exploitant a également présenté un rapport de vérification initiale des installations électriques</p>

<p>du 27/11/2025, réalisé suite à l'installation de la nouvelle base vie. Ce rapport comporte également 3 observations.</p> <p>Les travaux de mise en conformité électrique ont été réalisés par une entreprise spécialisée le 17/03/2026. L'exploitant a fourni un PV de réception de travaux correspondant.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a présenté le compte-rendu de contrôle de l'installation électrique par thermographie infrarouge Q19 réalisé le 08/04/2026. Aucune anomalie n'a été constatée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra, à l'inspection des installations classées, le rapport de vérification des installations électriques de 2026, accompagné du certificat Q18 correspondant.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/10/2024, article 8.7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'étude de dangers.</p> <p>Plus particulièrement, l'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; • de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 8.2.1 ; • d'extincteurs. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. La répartition et le nombre sont conformes aux règles en vigueur ; • d'au moins un poteau incendie d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimenté par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours. Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m³/h durant deux heures. Le ou les points d'eau incendie nécessaires se situent à moins de 100 mètres de l'installation ; • d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque et des pelles (ou tout moyen équivalent pour la mise en œuvre).
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un rapport d'intervention pour le contrôle des extincteurs, réalisé le 23/02/2026. Ce rapport conclut à la conformité et au bon état des 6 extincteurs présents sur le site.</p> <p>Le poteau d'incendie situé à proximité du site a fait l'objet d'un contrôle, par Nantes Métropole, le 16/01/2025. Celui-ci est conforme et dispose d'un débit de 207 m³/h.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Admission des déchets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/10/2024, article 9.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Fiche d'identification préalable
Prescription contrôlée : <p>Avant toute arrivée sur site, le producteur du déchet, terres ou matériaux renseigne une fiche d'identification préalable (FIP). Cette fiche comporte les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• Les coordonnées du producteur,• La quantité des déchets (dont boues et mâchefers), terres et matériaux ,• Les caractéristiques physiques des déchets (dont boues et mâchefers), terres et matériaux ainsi que leur apparence (odeur, couleur, apparence physique),• Les résultats de l'analyse des déchets (dont boues avant chaulage et mâchefers), terres et matériaux sur l'ensemble des paramètres visés par la caractérisation (analyse, dans un laboratoire agréé, de l'échantillon initial fourni par le client, représentatif du déchet soumis à la revue d'acceptation),• Le taux de contamination et la nature des polluants• Les observations du client concernant d'éventuelles suggestions ou des contraintes imposées par l'administration (objectif de dépollution à atteindre pour permettre le retour sur le site d'origine, par exemple),• Un résumé de l'historique des activités ayant eu lieu sur le site ou de l'historique de la pollution,• Tout autre document permettant une meilleure compréhension de la pollution (diagnostic du sol, études de sol, etc.). <p>Un certificat d'acceptation préalable (CAP) est remis au producteur par l'exploitant si l'analyse de la FIP montre l'admissibilité des terres, déchets (boues et mâchefers) et matériaux sur le site notamment le respect des critères de l'article 9.1.1.</p> <p>Le CAP précise la nature des opérations de traitement et la ou les filières envisagées. La durée de validité de la FIP et du CAP est au maximum de 1 an.</p> <p>Les FIP et CAP sont consignés dans un registre sur le site.</p>
Constats : <p>Avant toute acceptation de matériaux sur la plateforme, l'exploitant indique que le client transmet les analyses des matériaux ainsi que la fiche identification préalable (FIP) au service en charge de l'acceptation. Ce dernier consulte ensuite le responsable d'exploitation de la plateforme avant de délivrer le certificat d'acceptation préalable (CAP).</p> <p>Le jour de l'inspection, un contrôle par sondage des certificats d'acceptation préalable et des FIP associées a été réalisé avec le responsable d'exploitation. Les CAP suivants ont notamment été consultés :</p> <ul style="list-style-type: none">- Valo'Loire à Nantes du 04/05/2026 (300 tonnes) - chantier de déconstruction du CTVD : certificat d'acceptation préalable n°REN 2605040166 valable du 04/05/2026 au 03/05/2027 pour l'acceptation d'un mélange d'enrobés comportant le code déchets 17 03 02.- NOPAL - Mc Donald's à Guyancourt du 02/03/2026 au 05/03/2026 (plusieurs lots totalisant 1104,7 tonnes) - Terres polluées non dangereuses : certificat d'acceptation préalable n°REN 2602130071 valable du 13/02/2026 au 12/02/2027.- NGE-SFDM du 20/03/2026 (16,04 tonnes) - Terres polluées non dangereuses : certificat d'acceptation préalable n°REN 2603120266 valable du 13/03/2026 au 12/03/2027.- Loire Ocean Métropole Aménagement à Rezé (5,82 tonnes) - Certificat d'acceptation préalable n°REN 2601150195 valable du 15/01/2026 au 14/01/2027 pour l'acceptation de terres polluées

dangereuses comportant le code déchets 17 05 03*.

Les CAP et FIP contrôlés par sondage contiennent l'ensemble des informations requises et sont consignés dans un registre informatisé conformément aux prescriptions de l'article 9.1.2 de l'APC du 10/10/2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Traçabilité des terres et matériaux sur site

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/10/2024, article 9.1.3

Thème(s) : Risques chroniques, Processus de traçabilité

Prescription contrôlée :

Les terres et matériaux réceptionnés font l'objet sur site d'un tri analytique en vue de leur orientation soit vers des unités sur site de (pré) traitement physico-chimique (criblage à sec, criblage humide, broyage, concassage) ou de traitement biologique, soit vers des filières de gestion extérieures (valorisation, traitement, élimination, etc.).

Le mélange de terres et matériaux issues de plusieurs lots est autorisé uniquement dans le cadre d'opérations de regroupement réalisées en fonction de l'orientation retenue après réception des analyses de confirmation.

L'ensemble du processus de traçabilité des terres et matériaux sur site est suivi grâce à une base de données permettant de connaître pour chaque lot et chaque lot de regroupement les chantiers les constituant. Sur site, les lots sont physiquement délimités et identifiés.

Tout mélange conduisant à une déclassification de la qualité environnementale d'un lot est interdit. Le mélange de lots distincts dans le but de diluer les pollutions est interdit. Le mélange de terres et matériaux dangereux de catégories différentes et le mélange de terres et matériaux dangereux avec des terres et matériaux non dangereux est interdit.

Les opérations d'amendement nécessaires pour la préparation des biopiles ne constituent pas une opération de mélange au sens du présent article.

Constats :

Constats de la visite du 03/06/2025 :

Il est constaté pour les déchets sortants (eaux et boues hydrocarburées) que la case 12, correspondant à la destination prévue, des BSD de 2025 (n°BSD-20250129-BTNE71VG7 et BSD-20250129-62CYCY5SF) n'est pas complétée (alors qu'elle l'est sur les bordereaux de 2024) et une erreur sur le code déchets utilisé dans le BSD de 2025 n° BSD-20250129-62CYCY5SF pour les eaux hydrocarburées (utilisation du code 13 05 02* au lieu du code 13 05 07*).

Dans d'autres bordereaux, il est également constaté que la case 11 (Réalisation de l'opération - mode de traitement) n'est pas remplie pour des déchets admis en novembre 2024 sur le site y compris pour des déchets dangereux (par exemple : bordereaux n°BSD-20241119-5MKBNJARR et BSD-20241104-956EY1A1E). De plus il est indiqué pour ces déchets qu'ils contiennent des polluants organiques persistants (POP - cf. case 3).

Constats lors de la visite du 05/05/2026 :

L'exploitant utilise la plateforme Trackdéchets pour le suivi des déchets entrants et sortants y compris pour les terres non dangereuses, via le logiciel interne Altaroad qui assure une intégration régulière des données dans Trackdéchets.

Il est constaté, dans le bordereau n°BSD-20260115-14A3F2834, relatif à l'acceptation de terres polluées dangereuses issues du chantier de Loire Océan Métropole Aménagement à Rezé, prises en charge le 19/01/2026, que la case 11 (réalisation de l'opération-mode de traitement) n'est pas

<p>renseignée, alors que ces matériaux ont quitté la plateforme de Séché Eco Services depuis le 16/02/2026.</p> <p>Sur le site, les andains sont tous identifiés à l'aide d'un panneau précisant le type de déchet, le numéro de lot et de CAP.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit veiller à ce que les BSDD émis soient correctement remplis et que toutes les cases nécessaires soient complétées par les prestataires à qui les déchets produits par l'installation sont confiés, y compris les cases 11 et 12.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 9 : Exutoires des terres et matériaux

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/10/2024, article 9.2 et 9.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 9.2 : Exutoires des terres ou matériaux</p> <p>À l'issue des opérations de tri, pré-traitement et traitement sur site et après validation analytique, les terres, boues, mâchefers, et matériaux sont orientés vers les exutoires adéquats (liste non exhaustive) selon la réglementation et les guides reconnus et validés par le ministère en charge de l'environnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • en filière de stockage de déchets dangereux, non dangereux ou inertes pour élimination ; • en filière de traitement complémentaire dûment autorisée ; • en retour sur un site d'origine sous couvert de l'exécution d'un plan de gestion et en réhabilitation de sites dégradés au regard de l'usage futur du site et si le programme de dépollution le prévoit. Le plan de gestion et programme de réhabilitation devront pour ces cas de retour sur site avoir été établis par un organisme certifié Sites et Sols Pollués ; • en réutilisation en tant que matériaux alternatifs conformément aux guides méthodologiques reconnus et validés par le ministère en charge de l'environnement ou aux arrêtés en vigueur, tel que l'arrêté du 4 juin 2021 fixant les critères de sortie du statut de déchet pour les terres excavées et sédiments ayant fait l'objet d'une préparation en vue d'une utilisation en génie civil ou en aménagement ; <p>Pour les terres traitées à des fins géotechniques à la chaux ou avec un liant hydraulique, les critères de valorisation selon les guides ad hoc doivent être respectés à la fois par le matériau initial et par le matériau obtenu après traitement.</p> <p>Une fiche d'information est rédigée pour chaque lot de matériaux et terres évacués. Une analyse libératoire est faite sur la base d'un échantillon composite prélevé et analysé par un laboratoire externe agréé pour chaque lot constitué.</p> <p>Un programme d'échantillonnage et de contrôle de la qualité des matériaux est mis en œuvre par lot afin d'en vérifier la conformité avec l'exutoire visé. Ce programme fait l'objet d'un mode opératoire défini par l'exploitant et tenu à disposition de l'Inspection des Installations Classées.</p> <p>Article 9.3 : Suivi des déchets</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection l'ensemble des éléments permettant de justifier</p>

<p>le choix de l'exutoire.</p> <p>La traçabilité des mouvements de terres est assurée par la tenue d'un registre tel que prévu à l'article R541-43-I du code de l'environnement.</p> <p>Tous les déchets, terres et matériaux font l'objet d'un suivi à travers la tenue d'un registre déchets répondant aux exigences de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique qu'une fois les éventuelles opérations de tri et traitement sur site effectuées, une analyse est refaite sur les matériaux et ces derniers sont évacués vers les différents exutoires en fonction des seuils d'acceptation de ces filières.</p> <p>Les exutoires des CAP contrôlés par sondage sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Valo'Loire à Nantes du 04/05/2026 (300 tonnes) - chantier de déconstruction du CTVD : Compte tenu de la présence de nombreux déchets dans les matériaux, ces derniers sont en cours de traitement sur site (criblage avec aspiration). - NOPAL - Mc Donald's à Guyancourt du 02/03/2026 au 05/03/2026 (plusieurs lots totalisant 1104,7 tonnes) - Terres polluées non dangereuses : Les matériaux ont été évacués vers la plateforme des Pontreaux exploitée par Lafarge. - NGE-SFDM du 20/03/2026 (16,04 tonnes) - Terres polluées non dangereuses : Les matériaux ont été évacués vers la plateforme des Pontreaux exploitée par Lafarge. - Loire Ocean Métropole Aménagement à Rezé (5,82 tonnes) - Suite aux analyses réalisées après la réception des terres, elles ont été reclassées en déchets non dangereux sous le code déchets 17 05 04. Les matériaux ont été évacués vers la plateforme des Pontreaux exploitée par Lafarge. <p>L'exploitant dispose d'un registre des déchets sortants comprenant l'ensemble des éléments réglementaires attendus.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Surveillance des retombées de poussières

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/10/2024, article 3.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de la qualité de l'air</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air ambiant et des retombées de poussières dans et hors de l'emprise du site conformément au guide de l'INERIS pour l' « Evaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires » d'août 2013 (ou version actualisée).</p> <p>Le nombre de points de mesure, les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités sont décrits dans une notice.</p> <p>Les dispositions suivantes sont a minima prises en compte :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le dispositif compte au moins 4 points de mesure, • un point permet de déterminer le niveau local témoin (« bruit de fond ambiant »), • les paramètres suivis portent, en particulier, sur les paramètres traceurs de risques et des émissions issus de l'évaluation des risques sanitaires dont les COV, les BTEX, les HAP et les poussières. • la fréquence de suivi est a minima semestrielle (dont au moins une en période estivale). La fréquence des mesures et les paramètres concernés pourront être révisés après un retour d'expérience de 2 ans en l'absence d'impact significatif sur l'environnement et en accord avec l'inspection des installations classées. <p>Le suivi des retombées de poussières dans l'environnement est fait par la méthode des jauges de</p>

retombées (norme NF X 43-014, version novembre 2003). Une valeur seuil inférieure à 200 mg/(m ² .j) devra être visée en limite de propriété du site.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté les rapports de campagnes de surveillance de la qualité de l'air réalisées autour de la plateforme du 21/08/2025 au 22/09/2025 (campagne été) et du 03/11/2025 au 01/12/2025 (campagne hiver).</p> <p>Les deux rapports mentionnent une valeur limite pour les retombées de poussières de 350 mg/m²/j alors que l'article 3.3.1 de l'APC du 10/10/2024 précise une valeur seuil inférieure à 200 mg/m²/j qui doit être visée en limite de propriété du site.</p> <p>Il est constaté un dépassement en limite Nord du site pour la campagne d'août 2025 : 284 mg/m²/j (valeur seuil : 200 mg/m²/j) ainsi que deux dépassements pour la campagne de novembre 2025, en limites Nord et Est du site : respectivement 208 mg/m²/j et 218 mg/m²/j (valeur seuil : 200 mg/m²/j).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant met en œuvre des actions correctives visant à réduire les retombées de poussières sur le site.</p> <p>L'exploitant prend en compte la valeur seuil inférieure à 200 mg/m²/j pour la prochaine campagne semestrielle de surveillance des retombées de poussières.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois